

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE 1991-1992 (*)

29 AVRIL 1992

PROJET DE LOI

**ajustant le Budget général
des dépenses de l'année
budgétaire 1991 - Section 16
« Défense nationale »**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
DEFENSE NATIONALE (1)

PAR
M. DE BREMAEKER

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné le présent projet de loi lors de sa réunion du 21 avril 1992. Ce projet avait

Ce projet de loi a été examiné en réunion publique de commission.

(1) Composition de la Commission :
Président : **M. Devolder.**

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. MM. Cauwenberghs, Dhoo- re, Ghesquière, Sarens, Van Hecke.	MM. Brouns, Moors, Taylor, Van Looy, N., N.
P.S. MM. Biefnot, Henry, Sant- kin, Van der Biest.	MM. Charlier (G.), Harmegnies (Y.), Janssens, Perdieu, N.
S.P. MM. Chevalier, De Bremae- ker, Hostekint.	MM. Baldewijns, Bourgois (M.), Peeters (J.), Swennen.
P.V.V. MM. Demeulenaere, Devol- der, Van Mechelen.	MM. Cordeel, Kempinaire, Vaut- mans, Van houtte.
P.R.L. MM. De Decker, Saulmont.	MM. Damseaux, Pivin, Simonet.
P.S.C. MM. Beaufays, Sénéca.	MM. Charlier (Ph.), Gehlen, Pon- celet.
Ecolo/ MM. Dallons, Van Diende- Agalev ren	MM. Barbé, Morael, Winkel.
VI. M. Spinnewyn.	MM. Dewinter, Van Overmeire.
Blok	
V.U. M. Candries.	MM. Anciaux, Coveliers.

Voir :

- 434 - 91 / 92 (S.E.) : N° 1.

(*) Première session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (*)

29 APRIL 1992

WETSONTWERP

**houdende aanpassing van
de Algemene uitgavenbegroting voor
het begrotingsjaar 1991 - Sectie 16
« Landsverdediging »**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER DE BREMAEKER

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsontwerp besproken ter vergadering van 21 april 1992. Het werd op 15 juli

Dit wetsontwerp werd besproken in openbare commissie-vergadering.

(1) Samenstelling van de Commissie :
Voorzitter : de heer **Devolder**

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Cauwenberghs, Dhoo- re, Ghesquière, Sarens, Van Hecke.	HH. Brouns, Moors, Taylor, Van Looy, N., N.
P.S. HH. Biefnot, Henry, Sant- kin, Van der Biest.	HH. Charlier (G.), Harmegnies (Y.), Janssens, Perdieu, N.
S.P. HH. Chevalier, De Bremae- ker, Hostekint.	HH. Baldewijns, Bourgois (M.), Peeters (J.), Swennen.
P.V.V. HH. Demeulenaere, Devol- der, Van Mechelen.	HH. Cordeel, Kempinaire, Vaut- mans, Van houtte.
P.R.L. HH. De Decker, Saulmont.	HH. Damseaux, Pivin, Simonet.
P.S.C. HH. Beaufays, Sénéca.	HH. Charlier (Ph.), Gehlen, Pon- celet.
Ecolo/ HH. Dallons, Van Diende- Agalev ren	HH. Barbé, Morael, Winkel.
VI. H. Spinnewyn.	HH. Dewinter, Van Overmeire.
Blok	
V.U. H. Candries.	HH. Anciaux, Coveliers.

Zie :

- 434 - 91 / 92 (B.Z.) : N° 1.

(*) Eerste zitting van de 48^e zittingsperiode.

été déposé le 15 juillet 1991 et relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992 portant diverses dérogations à l'article 1^{er} de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de la loi antérieurement déposés. Le budget administratif ajusté y afférant (Doc. Chambre n° 5 / 26 - 1694/1 - 90/91) avait donc été distribué prématurément le 27 juin 1991.

*
* *

Le présent projet de loi n° 5/26-1713/1 du 15 juillet 1991 régularise la délibération n° 3094 du Conseil des Ministres en date du 17 mai 1991, conformément à l'article 44 de l'arrêté royal de 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat (*Moniteur belge* du 21 août 1991). La délibération précitée a donné lieu à des observations formulées par la Cour des Comptes dans sa lettre du 5 juin 1991.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Le projet de loi à l'examen (du 15 juillet 1991) demande au Parlement d'approuver les crédits supplémentaires nécessaires pour l'exécution de missions de soutien dans le Golfe jusqu'au 30 juin 1991, après que le Conseil des ministres ont autorisé ces dépenses supplémentaires pour un montant de 840,9 millions de francs au cours de sa réunion du 17 mai 1991.

Ces crédits supplémentaires doivent principalement servir à financer la présence de nos navires dans la région du Golfe, le déploiement d'une escadrille Mirage en Turquie, l'envoi d'un hôpital militaire de campagne à Chypre et la mise à disposition de moyens de transport routier et aérien aux forces de l'armée américaine stationnées en RFA et à celles des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale.

Les circonstances n'ont pas permis d'inscrire déjà ces dépenses dans le budget général des Dépenses de 1991.

Les dépenses supplémentaires des départements concernés ont été couvertes par une provision de 3,5 milliards de francs à répartir par le feuillet d'ajustement. Etant donné que celui-ci n'avait pas encore été approuvé en avril 1991 et que des moyens de fonctionnement étaient requis de toute urgence au sein des forces armées, la mise à disposition de ces moyens a été demandée par une délibération du Conseil des ministres.

Le coût total des opérations dans le Golfe s'est élevé à 1 572,5 millions de francs pour le premier semestre de l'année.

Le projet de loi à l'examen ne sollicite toutefois qu'un montant net de 840,9 millions de francs, le département ayant procédé à un certain nombre de compen-

1991 ingediend en van verval ontheven bij de wet van 28 maart 1992 houdende verscheidene afwijkingen van artikel 1 van de wet van 3 maart 1977 betreffende de gevolgen van de ontbinding der Wetgevende Kamers ten aanzien van de vroeger ingediende ontwerpen en voorstellen van wet. De daarbij behorende aangepaste administratieve begroting (Stuk Kamer n° 5 / 26 - 1694/1 - 90/91) werd op 27 juni 1991 en dus voortijdig rondgedeeld.

*
* *

Onderhavig wetsontwerp n° 5/26-1713/1 van 15 juli 1991 regulariseert de beraadslaging n° 3094 van de Ministerraad van 17 mei 1991, overeenkomstig artikel 44 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit (*Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1991). Genoemde beraadslaging gaf aanleiding tot opmerkingen van het Rekenhof, bij brief van 5 juni 1991.

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING

Het voorliggend wetsontwerp (van 15 juli 1991) vraagt het Parlement de vereiste bijkredieten voor de steunverlening in de Golf tot 30 juni 1991 goed te keuren, nadat de Ministerraad in zijn vergadering van 17 mei 1991 deze meeruitgaven heeft toegestaan ten belope van 840,9 miljoen frank.

Deze bijkomende kredieten zijn hoofdzakelijk bestemd voor de aanwezigheid van onze schepen in het Golfgebied, de ontplooiing van een escadrille Mirage in Turkije, het sturen van een militair veldhospitaal naar Cyprus en het ter beschikking stellen van baanen luchttransport aan de US-strijdkrachten in de BRD en van de Westeuropese Unie.

Gelet op de omstandigheden was het niet mogelijk deze uitgaven reeds te voorzien in de Algemene Uitgavenbegroting van het lopend jaar 1991.

De meeruitgaven van de tussenkomende departementen werden gedekt door een provisie van 3,5 miljard frank te verdelen door het aanpassingsblad. Gezien dit laatste nog niet was goedgekeurd in april 1991 en anderzijds er dringende functioneringsnoden waren binnen de krijgsmacht, werd de beschikbaarstelling van deze middelen gevraagd door middel van een beraadslaging van de Ministerraad.

De totale « frontkosten » van de Golfoperaties beliepen 1 572,5 miljoen frank, voor de eerste helft van het jaar.

Het voorgelegde wetsontwerp vraagt echter slechts een netto-bedrag van 840,9 miljoen frank, nadat het departement een aantal interne compen-

sations internes dans la Force navale (– 187,6 millions de francs), dans la Force aérienne (– 381,2 millions de francs) et dans la Force terrestre (– 65,3 millions de francs) par l'annulation de certains exercices militaires dans chacune de ces forces.

II. — DISCUSSION ET VOTES

M. De Decker relève le caractère intéressant des données chiffrées fournies par le Ministre. Il demande toutefois d'être mis en possession d'un rapport écrit sur les différentes missions et interventions de la Belgique dans le cadre de la guerre du Golfe (implications au niveau du budget et du personnel).

Il rappelle à ce propos que des missions aériennes ont été effectuées en Turquie, que la Force navale a été présente dans le Golfe et qu'un hôpital de campagne a été établi à Chypre par les soins du Service médical.

L'intervenant souhaiterait également connaître le nombre de missions de transport assurées pour le compte de l'OTAN et de l'UEO. Pour ce qui concerne l'Union de l'Europe occidentale, il y a eu, en effet, une décision spécifique de mise à la disposition de nos C-130 pour les pays membres de cette Union.

Le membre tient également à rappeler son opposition à la manière dont notre pays a participé à la guerre du Golfe. Ainsi, au point de vue naval, la Belgique a refusé de mettre une frégate à la disposition des Alliés, au moment où ceux-ci sollicitaient une participation à la mission d'embargo. Par contre, des chasseurs de mines ont été envoyés ultérieurement.

On est ensuite revenu sur cette décision et une frégate a été envoyée à Djibouti pour prendre part à cet embargo dans la Mer Rouge.

Le plus consternant a cependant été de devoir apprendre que nos chasseurs de mines n'étaient envoyés que jusqu'à l'entrée du Golfe persique et qu'ils n'ont pu y pénétrer que lorsque la bataille terrestre était terminée. Ce faisant, nous avons déçu non seulement les Alliés mais aussi les cadres de la Force navale, qui ne demandaient pas mieux que de participer aux opérations de déminage pendant le conflit.

S'étant rendu sur place dans le cadre d'une mission de l'UEO, *M. De Decker* se déclare déçu de n'avoir vu aucun navire belge parmi les bâtiments des pays membres de l'UEO, qui participaient à ces opérations navales. Nos chasseurs de mines se trouvaient hors du Golfe, ce qui n'a assurément pas contribué à renforcer le prestige de notre pays. Enfin, pendant ce même conflit, notre pays a, à deux reprises, refusé de livrer des munitions aux Britanniques, ce qui ne manquera pas de causer un tort considérable à la Belgique et ce, pour de nombreuses années encore.

M. Van Mechelen déclare s'associer aux remarques formulées par le préopinant. Il souligne toutefois qu'il n'est pas question de rendre l'actuel Ministre de

saties heeft doorgevoerd. Voor de Zeemacht (– 187,6 miljoen frank), voor de Luchtmacht (– 381,2 miljoen frank), en voor de Landmacht (– 65,3 miljoen frank) door het annuleren van overeenstemmende trainingsactiviteiten.

II. — BESPREKING EN STEMMINGEN

De heer De Decker vindt de door de Minister verstrekte cijfers erg interessant, maar wenst desondanks over een schriftelijk verslag van de verschillende missies en interventies van België in de Golfoorlog te kunnen beschikken (weerslag op begroting en personeel).

Hij herinnert er in dat verband aan dat de Luchtmacht in Turkije heeft geopereerd, de Zeemacht in de Golf aanwezig was en de geneeskundige dienst op het eiland Cyprus een veldhospitaal heeft opgezet.

Voorts wenst spreker ook te vernemen hoeveel transportmissies voor rekening van de NAVO en de WEU werden uitgevoerd. Zo werd specifiek in het kader van de Westeuropese Unie beslist onze C-130 toestellen ter beschikking van de Lid-Staten van de Unie te stellen.

Het lid wenst ook te herinneren aan zijn bezwaren tegen de houding van België in de Golfoorlog. Zo heeft ons land geweigerd een fregat van de Zeemacht ter beschikking van de geallieerden te stellen, toen dezen om medewerking bij het toezien op de naleving van het embargo verzochten. Later werden wel mijnenjagers gestuurd.

Vervolgens is men op die beslissing teruggekomen en werd alsnog een fregat naar Djibouti gestuurd om aan het embargo in de Rode Zee deel te nemen.

Het hek was evenwel helemaal van de dam toen we moesten vernemen dat onze mijnenjagers alleen naar het toegangsgebied tot de Perzische Golf waren gestuurd en de eigenlijke Golf pas mochten binnenvaren toen de grandoorlog was afgelopen. Daarmee stelden wij niet alleen de geallieerden teleur, maar ook het kader van de Zeemacht, dat niets liever wilde dan zijn ontmijningsopdracht tijdens het conflict te vervullen.

De heer De Decker heeft in het raam van een opdracht van de Westeuropese Unie het oorlogsgebied bezocht. Tot zijn grote teleurstelling heeft hij moeten constateren dat er zich onder de oorlogsbodems van de Lid-Staten van de Unie die aan de operaties ter zee deelnamen, geen enkel Belgisch schip bevond. Onze mijnenjagers lagen buiten de Golf, wat het aanzien van ons land zeker niet ten goede is gekomen. Nog steeds tijdens het Golfconflict heeft België ten slotte tot twee maal toe geweigerd om munitie aan de Britten te leveren en het daarmee voor jaren zwaar verkorven.

De heer Van Mechelen sluit zich bij de opmerkingen van vorige spreker aan. Wel kan er voor hem geen sprake van zijn de huidige Minister van Defen-

la Défense nationale responsable de la politique menée par le Gouvernement précédent. De plus, il est absolument nécessaire de prévoir les moyens budgétaires pour couvrir les coûts inhérents à la participation de notre pays à la guerre du Golfe. Dans cette double optique, le groupe auquel appartient l'intervenant s'abstiendra lors du vote du projet.

Le Ministre fait valoir qu'il ne lui appartient pas de se livrer à des jugements de valeur sur les décisions prises ou non prises par le Gouvernement précédent.

Pour ce qui concerne la participation belge à la guerre du Golfe, le Ministre justifie les crédits accordés de la façon suivante :

1. « SOUTHERN BREEZE »

a. Description sommaire de l'opération

Flotille de la Force navale chargée de missions d'escorte, de surveillance de zone et de déminage.

b. Moyens mis en oeuvre

1. Frégates

— « Wandelaar » : du 4 octobre 1990 au 19 janvier 1991;

— « Wielingen » : du 7 janvier 1991 au 17 juin 1991.

2. Chasseurs de mines

— « Iris » : du 17 août 1990 au 17 juillet 1991;

— « Myosotis » : du 17 août 1990 au 17 juillet 1991;

— « Dianthus » : du 27 février 1991 au 19 août 1991.

3. Commandement et support logistique

— « Zinnia » : du 17 août 1990 au 17 juillet 1991.

4. Personnel engagé : 1 234.

5. Appui transport aérien (C 130 et B 727)

— Nombre de missions : 43;

— Nombre d'heures de vol : 768.

c. Coût brut

(Du 1 janvier au 30 juin 1990) : 792,2 millions de francs.

d. Montant supporté par le budget de la Défense nationale

187,6 millions de francs, correspondant aux moyens prévus :

(1) au plan normal de navigation prévu au budget 1991 pour les navires en mission dans le Golfe (175,8 millions de francs);

sie voor het beleid van de vorige regering verantwoordelijk te stellen. Bovendien moeten kost wat kost de nodige middelen op de begroting worden uitgetrokken om de uitgaven die voortvloeien uit de deelname van België aan de Golfoorlog, te dekken. Om die beide redenen zal de fractie van spreker zich bij de stemming over het ontwerp onthouden.

De Minister wijst erop dat het niet zijn taak is om een waardeoordeel uit te spreken over de beslissingen die de vorige regering al dan niet heeft genomen.

De Minister verantwoordt de kredieten toegekend wegens de Belgische deelname aan de Golfoorlog als volgt :

1. « SOUTHERN BREEZE »

a. Beknopte beschrijving van de operatie

Een flottielje van de Zeemacht, belast met escorte-, bewakings- en ontminningsopdrachten.

b. Ingezette middelen

1. Fregatten

— « Wandelaar » : van 4 oktober 1990 tot 19 januari 1991;

— « Wielingen » : van 7 januari 1991 tot 17 juni 1991.

2. Mijnenjagers

— « Iris » : van 17 augustus 1990 tot 17 juli 1991;

— « Myosotis » : van 17 augustus 1990 tot 17 juli 1991;

— « Dianthus » : van 27 februari 1991 tot 19 augustus 1991.

3. Bevelvoering en logistieke steun

— « Zinnia » : van 17 augustus 1990 tot 17 juli 1991.

4. Ingezette manschappen : 1 234.

5. Ondersteunend luchttransport (C 130 en B 727)

— Aantal opdrachten : 43;

— Aantal vliegreuren : 768.

c. Bruto-kostprijs

(Van 1 januari tot 30 juni 1990) : 792,2 miljoen frank.

d. Bedrag ten laste van de begroting van Landsverdediging

187,6 miljoen frank, wat overeenstemt met de vooropgestelde middelen in :

(1) het normale vaarplan dat in de begroting 1991 was opgenomen voor de schepen die een opdracht vervulden in de Golf (175,8 miljoen frank);

(2) au plan de vol des avions de transport (11,8 millions de francs).

e. *Crédits supplémentaires sollicités*

604,6 millions de francs.

2. « **GREEN SPLINT** »

a. *Description sommaire de l'opération*

Déploiement d'une unité médicale d'appui à l'Hôpital Britannique de Chypre.

b. *Moyens mis en oeuvre*

— Médecins : 7 (du 22 janvier 1991 au 10 mars 1991);

— Infirmiers : 43 (du 22 janvier 1991 au 10 mars 1991);

— Matériel médical divers.

c. *Coût brut*

7,4 millions de francs.

d. *Montant supporté par le budget de la Défense nationale*

néant.

e. *Crédits supplémentaires sollicités*

7,4 millions de francs.

3. « **BLUE THUNDER** »

a. *Description sommaire de l'opération*

Mise à disposition des unités US en RFA d'une compagnie de transport lourd.

b. *Moyens mis en oeuvre*

54 camions 10 T (du 11 février 1991 au 28 mars 1991)

c. *Coût brut*

86,4 millions de francs.

d. *Montant supporté par le budget de la Défense nationale*

18,4 millions de francs, correspondant aux frais d'utilisation du matériel (entretiens/inspections).

(2) het vliegplan van de transportvliegtuigen (11,8 miljoen frank).

e. *Gevraagde bijkredieten*

604,6 miljoen frank.

2. « **GREEN SPLINT** »

a. *Beknopte beschrijving van de operatie*

Ontplooiing van een ondersteunende eenheid van de geneeskundige dienst ten behoeve van het Brits Hospitaal op Cyprus.

b. *Ingezette middelen*

— Artsen : 7 (van 22 januari 1991 tot 10 maart 1991);

— Verplegers : 43 (van 22 januari 1991 tot 10 maart 1991);

— Uiteenlopend geneeskundig materieel.

c. *Bruto-kostprijs*

7,4 miljoen frank.

d. *Bedrag ten laste van de begroting van Landsverdediging*

nihil.

e. *Gevraagde bijkredieten*

7,4 miljoen frank.

3. « **BLUE THUNDER** »

a. *Beknopte beschrijving van de operatie*

Het aan VS-eenheden in de BRD ter beschikking stellen van een zware-transportcompagnie.

b. *Ingezette middelen*

54 vrachtwagens van 10 T (van 11 februari 1991 tot 28 maart 1991)

c. *Bruto-kostprijs*

86,4 miljoen frank.

d. *Bedrag ten laste van de begroting van Landsverdediging*

18,4 miljoen frank, wat overeenstemt met de kosten voor het gebruik van de vrachtwagens (onderhoud/inspectie).

e. *Crédits supplémentaires sollicités*

68 millions de francs, représentant principalement les coûts de carburant et de personnel.

4. « **GULFSTREAM** »

a. *Description sommaire de l'opération*

Appui transport aérien accordé aux pays membres de l'UEO dans le cadre des opérations Moyen-Orient.

b. *Moyens mis en œuvre*

Escadrille de transport aérien (C-130 et B-727) du 4 décembre 1990 au 16 mai 1991.

Nombre de missions : 62

Nombre d'heures de vol : 1 232.

c. *Coût brut*

181,2 millions de francs.

d. *Montant supporté par le budget de la Défense nationale*

56,3 millions de francs, représentant la partie « coûts fixes » du plan de vol 1991.

e. *Crédits supplémentaires sollicités*

124,9 millions de francs.

5. « **ACE GUARD** »

a. *Description sommaire de l'opération*

Déploiement d'une escadrille Mirage en Turquie du 6 janvier 1991 au 15 mars 1991 à titre de dissuasion.

b. *Moyens mis en œuvre*

(1) *18 Avions Mirage*

Nombre de missions : ± 600

Nombre d'heures de vol : 750

Personnel engagé : 220.

(2) *Appui Transport Aérien (C-130 et B-727)*

Nombre de missions : 64

Nombre d'heures de vol : 896.

c. *Coût brut*

458,4 millions de francs.

e. *Gevraagde bijkredieten*

68 miljoen frank (voornamelijk brandstof- en personeelskosten).

4. « **GULFSTREAM** »

a. *Beknopte beschrijving van de operatie*

Verlening van ondersteuning op het gebied van luchttransport aan de leden van de WEU in het kader van de in het Midden-Oosten gevoerde operaties.

b. *Ingezette middelen*

Escadrille luchttransporttoestellen (C-130 en B-727) tijdens de periode van 4 december 1990 tot 16 mei 1991.

Aantal opdrachten : 62

Aantal vliegers : 1 232.

c. *Bruto-kostprijs*

181,2 miljoen frank.

d. *Bedrag ten laste van de begroting van Landsverdediging*

56,3 miljoen frank, d.i. het gedeelte « vaste kosten » van het vluchtplan 1991.

e. *Gevraagde bijkredieten*

124,9 miljoen frank.

5. « **ACE GUARD** »

a. *Beknopte beschrijving van de operatie*

Stationering bij wijze van afschrikking van een escadrille Mirage-jachtvliegtuigen in Turkije tijdens de periode van 6 januari 1991 tot 15 maart 1991.

b. *Ingezette middelen*

(1) *18 Mirage-jachtvliegtuigen*

Aantal opdrachten : ± 600

Aantal vliegers : 750

Aantal ingezette manschappen : 220.

(2) *Ondersteuning op het gebied van luchttransport (C-130 en B-727)*

Aantal opdrachten : 64

Aantal vliegers : 896.

c. *Bruto-kostprijs*

458,4 miljoen frank.

d. *Montant supporté par le budget de la Défense nationale*

313,1 millions de francs, correspondant au plan de vol Mirage (244,5 millions de francs) et à 500 heures de vol C-130 prévues dans le plan de vol du budget 1991.

e. *Crédits supplémentaires sollicités*

145,3 millions de francs.

6. **FOURNITURE D'EQUIPEMENTS**

a. *Description sommaire de l'opération*

Fourniture de sets NBC à la Turquie (43 millions de francs) et de sacs à sable à la France (3,9 millions de francs).

b. *Coût brut*

46,9 millions de francs.

c. *Montant supporté par le budget de la Défense nationale*

46,9 millions de francs.

7. **MONTANT DES CREDITS SUPPLEMENTAIRES SOLLICITES**

(En millions de francs)

— Coûts bruts (du 1 ^{er} janvier au 30 juin 1991)	1 572,5
— Supporté par le budget 1991 de la Défense nationale	622,3
— Besoins supplémentaires	950,2
— Compensation complémentaire imposée par le Ministre du Budget	109,3
— Crédits supplémentaires	840,9

*
* *

Le Président fait ensuite part des observations formulées le 9 avril 1992 par la Cour des Comptes au sujet du budget administratif ajusté :

« La Cour a l'honneur de vous faire savoir qu'elle a examiné, sur la base de l'article 20 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les budgets administratifs ajustés de la Défense nationale pour l'année 1991, déposés à l'occasion des projets de lois ajustant le budget général des dépenses pour la même année — Section 16 « Défense nationale » (Doc. Chambre n^o 5/26-1713/1-90/91 et 5/26-1694/1-90/91) et qu'elle n'a pas d'observations à

d. *Bedrag ten laste van de begroting van Landsverdediging*

313,1 miljoen frank, wat overeenstemt met het vluchtplan voor de Mirage-jachtvliegtuigen (244,5 miljoen frank) en met 500 in het vluchtplan van de begroting 1991 opgenomen vliegreuren voor de C-130 toestellen.

e. *Gevraagde bijkredieten*

145,3 miljoen frank.

6. **LEVERING VAN UITRUSTING**

a. *Beknopte beschrijving van de operatie*

Levering van ABC-sets aan Turkije (43 miljoen frank), alsmede van « vaderlandertjes » aan Frankrijk (3,9 miljoen frank).

b. *Bruto-kostprijs*

46,9 miljoen frank.

c. *Bedrag ten laste van de begroting van Landsverdediging*

46,9 miljoen frank.

7. **BEDRAG VAN DE GEVRAAGDE BIJKREDIETEN**

(In miljoenen frank)

— Bruto-kostprijs (van 1 januari tot 30 juni 1991)	1 572,5
— Ten laste van de begroting van Landsverdediging 1991	622,3
— Aanvullende behoeften	950,2
— Door de Minister van Begroting opgelegde aanvullende compensatie	109,3
— Bijkredieten	840,9

*
* *

De Voorzitter brengt vervolgens de op 9 april 1992 door het Rekenhof medegedeelde opmerkingen betreffende de aangepaste administratieve begroting ter kennis :

« Het Hof heeft de eer U mede te delen dat het bij toepassing van artikel 20 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, de aangepaste administratieve begrotingen van het Ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1991 heeft onderzocht, die als bijlagen bij de wetsontwerpen houdende aanpassing van de Algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1991 — Sectie 16 « Landsverdediging » (Stukken Kamer

formuler à propos de la conformité de ces documents au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses ajustés. »

Pour être tout à fait complet, il y a lieu de rappeler qu'en ce qui concerne *les délibérations du Conseil des ministres, l'article 44 précité des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat dispose que le Conseil des ministres ventile directement en allocations de base les montants des autorisations données au-delà ou en dehors des crédits ouverts par la loi*; autrement dit, le budget est ajusté immédiatement. Néanmoins, un projet de budget administratif ajusté « formel » est encore transmis aux Chambres; dans le cas présent, cela fut déjà fait le 27 juin 1991 (Doc. n° 5/26-1694/1).

*

* *

Les articles et l'ensemble du projet sont adoptés par 11 voix contre une et quatre abstentions.

Le Rapporteur,

J. DE BREMAEKER

Le Président a.i.,

L. DHOORE

n° 5/26-1713/1-90/91 en 5/26-1694/1-90/91) bij de Kamer werden ingediend, en dat het geen opmerkingen heeft inzake de overeenstemming van die begrotingen met de inhoud en de doelstellingen van de aangepaste algemene uitgavenbegroting voor datzelfde begrotingsjaar. »

Volledigheidshalve zij er nog aan herinnerd dat, wat de zogenaamde *beraadslagingen van de Ministerraad* betreft, voorgenoemd artikel 44 van de *gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit* bepaalt dat de Ministerraad de bedragen die boven of naast de door de wet geopende kredieten worden verleend meteen in basisallocaties verdeelt; met andere woorden de administratieve begroting wordt meteen aangepast. Niettemin wordt nog een « formeel » ontwerp van aangepaste administratieve begroting aan de Kamers overgezonden; zulks gebeurde in onderhavig geval reeds op 27 juni 1991 (Stuk Kamer n° 5/26-1694/1).

*

* *

De artikelen en het gehele wetsontwerp worden aangenomen met 11 tegen 1 stem en 4 onthoudingen.

De Rapporteur,

J. DE BREMAEKER

De Voorzitter a.i.,

L. DHOORE